

Association CPTS SUD COTE D'OR

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Association CPTS SUD COTE D'OR

Siège social : 10 AVENUE CHARLES JAFFELIN - 21200 BEAUNE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CPTS SUD COTE D'OR** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes.

III. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées en paragraphe « changement de méthodes comptables » en page 14-15 de l'annexe des comptes annuels.

Nous attirons également votre attention sur le point exposé dans la note « faits majeurs de l'exercice » en page 14 de l'annexe des comptes annuels.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « faits majeurs de l'exercice » en page 14 de l'annexe expose la correction d'erreur effectuée et relative aux modalités de répartition des charges externes indirectes entre le fonctionnement et les missions subventionnées.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables appliqués par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

En application de l'article 11 des statuts, nous vous signalons que les comptes n'ont pas été arrêtés dans le délai de quinze jours avant la date d'assemblée générale

V. VERIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres .

VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VII. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Fontaine-les-Dijon, le 21 avril 2026
Pour la SAS Rocard Audit
Sylvain BOMPY
Commissaire aux Comptes Associé

Signé par Sylvain BompY
Le 21 avr. 2026



doc_DzVA
tx_DMWkOyWB9eGx

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	2 170	1 860
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		1 975
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	360 000	391 960
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	200 744	95 078
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	7	
	Total des produits d'exploitation	562 922	490 873
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	168 761	131 251
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	1 360	857
	Salaires	85 207	64 191
	Cotisations sociales	32 268	18 522
	Dotation aux amortissements et dépréciations	6 190	3 244
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	261 923	274 625
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	2	
	Total des charges d'exploitation	555 711	492 689
RESULTAT D'EXPLOITATION		7 211	(1 816)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2025	31/12/2024
		Règlement ANC 2022-06	
RESULTAT D'EXPLOITATION		7 211	(1 816)
PRODUITS FINANCIERS	De participation	7 964	7 379
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	105	
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		8 069	7 379
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		8 069	7 379
RESULTAT COURANT avant impôts		15 280	5 563
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 505	1 771
TOTAL DES PRODUITS		570 991	498 252
TOTAL DES CHARGES		557 216	494 460
EXCEDENT ou DEFICIT		13 775	3 792
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques,mat. et outillage indus.	17 947	6 356	11 591	6 081
	Autres immobilisations corporelles	21 451	8 820	12 631	15 694
	Immobilisations grévées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	5 250		5 250	5 250
	TOTAL (I)	44 648	15 176	29 472	27 024
	Comptes de liaisons				
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés				
	Autres créances	1 650		1 650	27 335
	Capital souscrit appelé, non versé				
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	15		15	15
	DISPONIBILITES	563 292		563 292	459 576
	Charges constatées d'avance	4 142		4 142	3 371
	TOTAL (II)	569 099		569 099	490 297
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à VI)		613 747	15 176	598 571	517 322

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

5 250

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

		31/12/2025	31/12/2024
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droits de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	62 617	58 825
	Résultat de l'exercice	13 775	3 792
	Total des fonds propres	76 392	62 617
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs		
	Total des fonds associatifs	76 392	62 617
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
	Comptes de liaisons		
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	471 685	410 507
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	471 685	410 507
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 746	27 955
	Dettes fiscales et sociales	16 749	12 697
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 536
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		10
	Total des dettes	50 494	44 198
	Ecarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF		598 571	517 322
Résultat de l'exercice exprimé en centièmes		13 774,81	3 792,23
(1) Dont à moins d'un an		50 494	44 198
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Etats financiers au 31/12/2025



Annexes comptables

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels au **31/12/2025** ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement n°2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023, modifiant le règlement 2014-03 de l'ANC relatif au Plan Comptable Général, tel que repris pour les organismes sans but lucratif par règlement anc 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2018-06.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence..

Le bilan de l'exercice présente un total de **598 571 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits de 570 991 euros** et un total **charges de 557 216 euros**,dégageant ainsi un **résultat de 13 775 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation. .
- indépendance des exercices.

Faits majeurs de l'exercice

Au cours de l'exercice 2025, l'association a revu les modalités de répartition des charges externes indirectes entre le fonctionnement et les missions subventionnées. Sur les exercices précédents les charges externes non directement affectables étaient entièrement imputées au fonctionnement. Une nouvelle règle d'affectation, jugée plus représentative de l'activité, a été appliquée à compter de l'exercice 2025 et entraîne une modification de l'imputation desdites charges entre fonctionnement et missions. La nouvelle méthode de répartition a été approuvée par le conseil d'administration.

Changement de méthodes comptables

A compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'association applique le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, tel que repris pour les organismes sans but lucratif par règlement anc 2023-03 modifiant le règlement ANC n°2018-06. cette réforme se traduit principalement par :

- Une nouvelle définition du résultat exceptionnel, limité aux charges et produits

Règles et Méthodes Comptables

directement liés à un événement majeur et inhabituel ainsi qu'à certains éléments présentés par nature en exceptionnel (provisions réglementées, corrections d'erreurs, changements de méthode comptable)

- La suppression de la technique des transferts de charges ; les remboursements de charges et refacturations sont désormais comptabilisés directement en produits et charges selon leur nature.

Les changements de méthodes comptable suite à la première application du règlement ANC n°2022-06 n'ont pas d'impact significatif sur la présentation du résultat de l'exercice 2025.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner

Règles et Méthodes Comptables

lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	10 016		7 931			17 947
	Instal, agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	20 744		707			21 451
	Emballages récupérables et divers						
Immobilisations corporelles en cours							
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30 760		8 638			39 398
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	5 250					5 250
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 250					5 250
TOTAL		36 010		8 638			44 648

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	3 936	2 421		6 356
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	5 051	3 769		8 820
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 986	6 190		15 176
TOTAL		8 986	6 190		15 176

Créances et Dettes

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	5 250	5 250	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	1 650	1 650	
	Charges constatées d'avance	4 142	4 142	
TOTAL DES CREANCES		11 042	11 042	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	33 746	33 746		
	Personnel et comptes rattachés	5 637	5 637		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	9 542	9 542		
	Impôts sur les bénéfices	1 505	1 505		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	64	64		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		50 494	50 494		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

ANNEXE - Elément 6.10

Produits à recevoir

	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients				
Autres créances	1 650	27 335	(25 686)	-93,96
TOTAL	1 650	27 335	(25 686)	-93,96

ANNEXE - Élément 6.11

Charges à payer

	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 882	25 844	(18 962)	-73,37
Dettes fiscales et sociales	9 281	7 555	1 727	22,85
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes				
TOTAL	16 163	33 399	(17 236)	-51,61

ANNEXE - Elément 6.12

Charges constatées d'avance

	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION	4 142	3 371	771	22,87
Charges constatées d'avance - FINANCIERES				
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES				
TOTAL	4 142	3 371	771	22,87

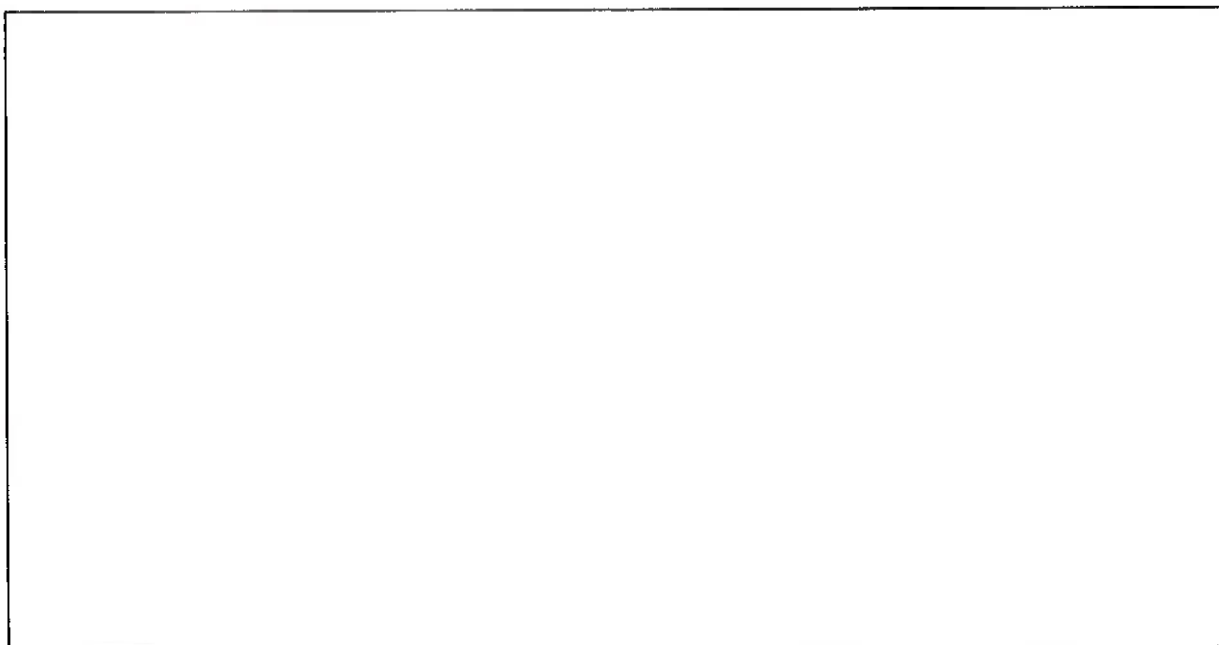


Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	58 825	3 792		62 617
Résultat de l'exercice	3 792	13 775	3 792	13 775
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Dépenses refusées par l'autorité de tarification				
Dépenses non opposables au tiers financeurs				
TOTAL	62 617	17 567	3 792	76 392

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
Cf.état Fonds dédiés	410 507	200 744	261 923	471 685
TOTAL	410 507	200 744	261 923	471 685

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Fonds dédiés

Subventions de fonctionnement affectées - Fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Amélioration de l'accès aux soins	187 466	83 302	122 500	226 663
Org.parcours pluri-professionnel patient	144 855	61 005	66 250	150 099
Dvlp actions coordonnées de prévention	31 118	27 915	31 250	34 454
Réponse aux crises sanitaires graves	35 727	17 181	22 500	41 046
Qualité et de la pertinence des soins			3 406	3 406
Accomp.prof de santé sur le territoire	11 341	11 341	16 016	16 016
Totalisation	410 507	200 744	261 923	471 685

Annexe libre

MODELE ECONOMIQUE DE L'ENTITE

1° Objet social de l'entité :

La Communauté Professionnelle Territoriale de Santé SUD COTE D'OR a pour mission de renforcer la coordination des professionnels de santé du territoire pour améliorer la qualité des soins. Le projet de santé d'une CPTS a vocation à répondre à des problématiques communes, selon les besoins spécifiques du territoire, telles que l'organisation des soins non programmés avec une approche populationnelle sur un territoire donné, la coordination ville-hôpital, le décloisonnement des échanges entre les professionnels de premier et de second recours et les établissements sanitaires et médico-sociaux, l'attractivité médicale du territoire, la coopération entre médecins et infirmiers pour le maintien à domicile, l'amélioration et la structuration des parcours de santé...

2° Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La CPTS Sud Côte d'Or se situe, géographiquement, dans le département de la Côte d'Or, et plus précisément à Beaune. Elle a pour vocation de regrouper les acteurs de santé du secteur sanitaire, social et médico-social. La CPTS couvre à ce jour 166 communes. Les missions ont été définies par l'Accord Conventionnel Interprofessionnel (ACI). L'accord conventionnel fixe 4 missions prioritaires dites missions socles (amélioration de l'accès aux soins, organisation des parcours pluriprofessionnels autour du patient, développement d'actions territoriales de prévention et réponses aux crises sanitaires graves) ainsi que des missions complémentaires (favoriser le développement de la qualité et de la pertinence des soins, favoriser l'accompagnement des professionnels sur le territoire).

3° Moyens mis en oeuvre :

Les ressources de la CPTS SUD COTE D'OR sont constituées par divers financements de la part de la CPAM, l'Agence Régionale de Santé (ARS) ainsi que des cotisations des adhérents.

4° Contributions volontaires en nature :

Le modèle économique de la CPTS SUD COTE D'OR ne nécessite pas l'utilisation de contributions volontaires en nature de manière significative et indispensable. De ce fait, aucune procédure de traçage et de chiffrage n'a été mise en oeuvre.

Cette position résulte de l'indemnisation des heures des élu(e)s, autorisée par décret 2022-375 du 16 mars 2022 fixant les modalités de fonctionnement des communautés professionnelles territoriales de santé.

L'association compte 3 salariés assurant son fonctionnement au quotidien et la réalisation des missions.